

Recherches sociographiques



Paul DE LA RIVE, *Mine de rien. Les Canadiens français et le travail minier à Sudbury, 1886-1930*

Simon Laflamme

Volume 40, Number 3, 1999

Action collective et enjeux institutionnels

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057315ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057315ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Laflamme, S. (1999). Review of [Paul DE LA RIVE, *Mine de rien. Les Canadiens français et le travail minier à Sudbury, 1886-1930*]. *Recherches sociographiques*, 40(3), 602–604. <https://doi.org/10.7202/057315ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

L'humour est souvent une façon dont une société se représente à elle-même ses contradictions, sa condition, ses espoirs. En analysant la transformation dans les thèmes abordés et les situations représentées par les caricatures de Cayouche (Bérard) entre 1982 et 1992, Raymond MORRIS présente la société franco-manitobaine comme gagnant en estime de soi et comme lieu où les relations des francophones au groupe majoritaire se développent de façon plus égalitaire, c'est-à-dire de manière à établir des rapports empreints de plus « de pouvoir ». Par contre, les images qui y sont projetées de l'avenir ne semblent pas aussi optimistes ; on y voit, en effet, selon Morris, peu d'espoir dans la politique gouvernementale ou dans les organismes francophones, qui ne « produisent que des petits chefs ». Le caricaturiste ne semble voir l'avenir que dans la reproduction des valeurs traditionalistes francophones, en s'estimant heureux si on arrive à combattre l'assimilation. L'auteur ne nous dit pas, cependant, si cette vision est partagée par la communauté franco-manitobaine.

Finalement, Diane GÉRIN-LAJOIE fait état d'un projet de renouveau francophone dans une école secondaire du Sud-Ouest de l'Ontario, montrant par là le rôle politique de préservation de la langue et de la culture françaises qu'est appelée à jouer l'école, en milieu minoritaire, en plus de sa mission de transmission de connaissances formelles. Après un rapide survol de l'histoire du projet et de son développement, l'auteure s'attarde à présenter les éléments qui en ont assuré le succès et qui permettent de croire à la réalisation d'un changement durable, non seulement en ce qui a trait à l'école elle-même, mais aussi dans les trois écoles élémentaires et dans la communauté francophone de la région.

Le travail sur les objets, les questions et les contextes spécifiques au milieu minoritaire ne cesse de se poursuivre, construisant et reconstruisant sans cesse le discours de sa nécessité. Bien que, et malgré ce qu'en laisse espérer le titre, peu de textes portent réellement sur les questions épistémologiques liées aux méthodes d'appréhension de l'espace minoritaire en tant que tel, l'ensemble des articles présentés ici permet d'accroître nos connaissances à ce sujet en en élargissant sensiblement les lieux de réflexion.

Christiane BERNIER

*Département de sociologie,
Université Laurentienne.*

Paul DE LA RIVA, *Mine de rien. Les Canadiens français et le travail minier à Sudbury, 1886-1930*, Sudbury, Prise de parole et Institut franco-ontarien, 1998, 239 p. (Ancrages.)

Le livre de Paul de la Riva a une intention bien nette : montrer que les francophones qui ont immigré dans le Nord de l'Ontario n'ont pas tous travaillé dans les secteurs agricole ou forestier, qu'ils ne sont pas tous des défricheurs. Bon

nombre d'entre eux ont été ouvriers. Le fait est négligé : d'abord parce que le préjugé est bien ancré, même chez plusieurs historiens ; ensuite parce que les historiens qui se sont penchés sur la question l'ont trop souvent approchée de façon sommaire, ce qui n'a pas permis d'inscrire dans les mémoires et dans les théories l'image d'un travailleur des mines dont la langue maternelle est le français. Paul de la Riva entreprend de souligner plusieurs des traits qui définissent cette image.

L'analyse repose sur des données qui proviennent de trois sources : premièrement, les recensements nominatifs de 1891 et de 1901 pour la région de Sudbury ; deuxièmement, les livres de caisse de la Canadian Copper Company, l'ancêtre de l'International Nickel Company (INCO), pour la période de 1887 à 1912 ; en troisième lieu, et surtout, les fiches d'embauche de l'INCO, de 1912 à 1930. Toutefois, ces fiches sont trop nombreuses pour être manipulées dans leur totalité. L'auteur s'est donc donné un échantillon et n'a retenu que les patronymes débutant par les lettres B ou L. Cette technique permet évidemment de réduire le nombre d'informations à traiter, mais elle comporte certains inconvénients, dont l'auteur est tout à fait conscient. D'autres lacunes relatives aux années d'échantillonnage, par ailleurs, lui ont déjà été signalées.

C'est à la fin du XIX^e siècle que s'entreprind de façon organisée l'exploitation minière. L'auteur se demande donc si, dès cette époque, on dénombrait des Canadiens français parmi les employés des compagnies. Et il répond par l'affirmative : le recensement de 1891 révèle que pas moins de 30 % des hommes francophones actifs ont une occupation directement liée au travail minier.

L'auteur s'interroge ensuite sur certaines caractéristiques des mineurs canadiens-français entre 1912 et 1930. Il découvre qu'ils tendent à être jeunes et leur statut matrimonial est généralement celui de célibataires, ce qui s'explique en grande partie par leur jeunesse ; il y a cependant des moments au cours desquels la proportion de travailleurs mariés est plus importante, atteignant 43,5 % entre 1912 et 1914, mais elle est normalement bien en deçà puisqu'on compte 66 % de célibataires entre 1915 et 1918, 85 % entre 1919 et 1922, 71 % entre 1923 et 1926 et 71 % entre 1927 et 1930. Tous ces résultats, bien entendu, sont à relativiser par le fait qu'ils soient ceux que permettent de lire les fiches au moment de l'embauche. L'auteur observe enfin que ces mineurs possèdent peu d'instruction : rares sont ceux qui ont terminé le programme de niveau élémentaire, et nombreux les analphabètes.

Quelles étaient leurs fonctions dans la compagnie ? Les Canadiens français se trouvent un peu partout dans les services de l'INCO. Ils représentent une faible proportion dans les services miniers en tant que tels, une plus grande dans les services de fonderie et dans les champs de frittage et bon nombre dans les postes où l'ouvrier doit posséder quelque qualification : les secteurs de la mécanique, de l'électricité et des transports. Si on les compare aux Canadiens de descendance britannique, ils sont là victimes d'une certaine discrimination, mais leur situation est enviable comparée à celle des travailleurs d'autres ethnies.

D'où proviennent ces Canadiens français quand vient le temps de s'engager à l'INCO ? Principalement de quatre origines. Entre 1912 et 1930, 43,5 % d'entre eux vivaient déjà à Sudbury, 30,3 % avaient habité ailleurs dans le Nord ontarien, 9,9 %

venaient du Sud de la province et 14 % arrivaient du Québec. La durée du travail est variable selon les périodes mais elle tend à être brève : la plupart des personnes embauchées entre 1912 et 1914, par exemple, travailleront pour la compagnie moins de six mois.

Paul de la Riva met en évidence le fait que la population canadienne-française du Nord de l'Ontario, de la région de Sudbury, comptait, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e un bon nombre d'ouvriers et ses analyses, bien étayées, permettent d'en apprécier plusieurs caractéristiques.

Ce livre est le fruit d'une recherche amorcée il y a près de dix ans. L'étude est déjà importante parce qu'elle a, grâce à sa méthode, renouvelé l'historiographie du Nord, et parce qu'elle a ouvert la voie à plusieurs autres recherches.

Simon LAFLAMME

*Département de sociologie et anthropologie,
Université Laurentienne.*

Jean-Charles FORTIN et Antonio LECHASSEUR, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, 860 p.

L'histoire du Bas-Saint-Laurent est le cinquième ouvrage à paraître dans la collection « Régions du Québec » de l'Institut québécois de recherche sur la culture. Les deux auteurs principaux, Antonio LECHASSEUR et Jean-Charles FORTIN, ont reçu l'aide de quatre autres rédacteurs, Fernand HARVEY, Jacques LEMAY, Yvan MORIN et Yves TREMBLAY. Les contributions des uns et des autres aux 18 chapitres du livre sont clairement indiquées dans la table des matières. Le territoire du Kamouraska ne fait pas partie de la recherche. La région étudiée diffère en cela du Bas-Saint-Laurent tel que défini dans ses frontières administratives les plus récentes (1987).

Les auteurs sont modestes lorsqu'ils affirment au début du livre que leur travail « est en fait une introduction à l'histoire du Bas-Saint-Laurent » (p. 21). Qualifier l'ouvrage d'introduction signifierait que presque tout reste à faire. Si l'histoire des ensembles socio-territoriaux que sont les régions ne peut jamais être écrite de façon définitive, pour autant certains jalons sont plus importants que d'autres. Ce livre, par son ampleur même, par le regard d'ensemble qu'il jette sur la région, par l'importance des moyens que sa production a nécessités, constitue un moment fort de la recherche historique dans la région bas-laurentienne.

Un premier chapitre est consacré au patrimoine naturel de la région et à sa formation au cours d'une longue période pouvant atteindre 500 millions d'années si l'on tient compte « des lentes transformations qui affectent de façon continue l'écorce » (p. 33). Au chapitre 2, l'histoire de l'occupation du territoire par les différents groupes amérindiens est retracée dans sa phase préhistorique – à l'aide de l'archéologie qui a permis d'identifier certains sites vieux de 8 000 à 9 000 ans – ainsi